

**Principaux points de la conférence introductive des rencontres économiques de la
7^{ème} Quinzaine Franco-Allemande d'Occitanie, donnée par
François Villeroy de Galhau,
Gouverneur de la Banque de France
(Castelnau-le-Lez, 3 avril 2025)**

- « L'Europe c'est vous, ce sont les entreprises, c'est le franco-allemand »

- Donald Trump a mis en application son programme protectionniste avec notamment 22% pour les droits de douanes visant l'Union Européenne, 31 % pour la Suisse. Il se trompe complètement en prenant prétexte de la TVA (qui n'existe pas aux Etats-Unis) car elle s'applique sur tous les biens qu'ils soient importés ou produits en Europe. La hausse des tarifs douaniers américains va d'abord frapper le consommateur américain. Les conséquences très négatives se feront sentir sur l'économie européenne mais surtout sur l'américaine, par l'augmentation des prix pour les ménages, de celui des intrants pour les entreprises, le tout accroissant l'incertitude, ennemie de la confiance et partant frein à la croissance.

En fait le président US transforme le jeu gagnant-gagnant des échanges commerciaux en jeu perdant-perdant.

-Il y a un consensus entre économistes pour estimer que le prétendu *Liberation Day* n'en est pas un, bien au contraire. En revanche, c'est pour l'Europe *le Jour de l'Indépendance*. Christine Lagarde, présidente de la BCE a en effet saisi cette occasion pour inviter les Européens à enclencher une « marche pour l'indépendance ».

-L'axe franco-allemand est essentiel pour la croissance européenne et les perspectives offertes par le dernier scrutin outre-Rhin sont très encourageantes à cet égard, sans oublier la lettre commune publiée en novembre 2024 par les gouverneurs des banques centrales française et allemande.¹

- L'économie allemande plus industrielle et très exportatrice va être davantage affectée par les mesures protectionnistes comme par exemple l'industrie automobile frappée par des droits de douanes de 20%. Ses perspectives générales de croissance en 2025 sont légèrement négatives, contre +0,7% pour la France.
- Pour autant, il faut garder à l'esprit que la situation des finances publiques est bien plus favorable en Allemagne qu'en France : la dette française équivaut à 113% du PIB quand la dette allemande ne dépasse guère 62%. La dette sociale est en outre beaucoup plus importante de ce côté-ci du Rhin. Il est vital de stabiliser nos dépenses publiques.
- À la notable exception de l'Occitanie, il y a nettement plus d'investissements allemands en France que d'investissements français en Allemagne (100 Mds et 70 Mds € respectivement). L'Allemagne reste le premier partenaire des entreprises françaises.

- L'Union Européenne se doit de faire face aux nouveaux défis par une riposte défensive, élaborée et proportionnée. Il est primordial de se doter d'un « agenda positif » et d'une véritable stratégie européenne. La capacité est là, nous devons avoir également la volonté. C'est désormais le cas en matière politique et militaire. En matière économique et financière, il nous reste à entreprendre.

-Il y a aujourd'hui trois secteurs clés de l'économie:

- la défense : impératif d'augmenter l'offre et de renforcer ainsi l'industrie européenne,
- l'énergie : il faut un développement massif des ENR sans oublier le nucléaire, en mettant fin à ce sujet aux sempiternelles querelles franco-allemandes,

¹ <https://www.banque-france.fr/fr/interventions-gouverneur/notre-appel-commun-pour-un-renouveau-franco-allemand>

- l'intelligence artificielle : c'est ici le modèle et l'esprit de la CECA qu'il faut adopter : hier la mise en commun du charbon et de l'acier, aujourd'hui celle de l'IA.

-Pour l'effort à mener en s'inspirant des rapports Draghi et Letta qui sont très convergents, trois impératifs transversaux s'imposent :

- Intégrer davantage notre marché unique qui équivaut certes à celui des Etats-Unis mais qui souffre de son cloisonnement excessif. Il est établi que si ce handicap était réduit de seulement 10%, le marché progresserait de 7%.
- Investir mieux (dans les innovations de rupture) : l'épargne est abondante en Europe mais placée surtout dans des produits peu risqués, alors qu'il faudrait investir en fonds propres des entreprises.

À cet égard, l'écart est criant entre les États-Unis et l'Union Européenne : outre-Atlantique, le financement des entreprises par le marché et donc par les investisseurs représente nettement plus de 200% du PIB US, une proportion double de ce qu'elle est en France particulièrement et en Europe ou manque encore un marché unique des capitaux.

Nous sommes donc encore très en retard sur ce plan-là. Nous avons insuffisamment investi dans les secteurs non traditionnels qui sont par nature riches en gains potentiels de productivité et avons laissé ainsi se creuser l'écart vis-à-vis des États-Unis.

À titre d'exemple, la prise de risque de l'investisseur américain : sur 3 *start-ups* soutenues, il perdra peut-être sa mise dans les deux premières mais réalisera le cas échéant un gain 10 fois supérieur à sa mise de départ grâce à la troisième. C'est ainsi que fonctionne le financement de l'innovation US.

- Investir dans l'innovation plus rapidement : on est confronté à l'accumulation continue de règlements. Il faut naturellement veiller à ne pas perdre de vue l'objectif de la réglementation notamment en matière environnementale tout en la simplifiant le plus possible.

« Si nous le voulons, c'est peut-être notre moment européen et français ! »

Répondant à une question sur la concurrence, François Villeroy de Galhau est revenu aux fondamentaux de l'Europe en citant Jacques Delors :

« La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. »

HF